

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-014871 relatif au projet **de construction de deux cellules commerciales à Morlaix (29)**, déposé par la société Groupe ICC, reçu le 9 mars 2026 et considéré complet le 7 mai 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 41° Aires de stationnements, dépôts de véhicules et garages collectifs » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- construction d'un bâtiment comprenant deux cellules commerciales, totalisant 3 657 m² d'emprise au sol ;
- aménagement d'un parking comprenant 113 places de stationnement, dont 6 places seront dédiées à l'accueil des personnes à mobilité réduite (PMR) et 6 places (dont 2 places PMR) seront équipées de système de recharge pour véhicules électriques (RVE), 1 468 m² étant aménagés en surfaces perméables ;

- aménagement d'espaces verts comprenant la plantation de 23 arbres et de 140 ml de haie d'arbustes ;
- construction d'un abri dédié au stationnement de 8 vélos ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur l'emplacement d'une friche industrielle de 2 094 m² d'emprise au sol correspondant à une ancienne jardinerie ;
- au sein de plusieurs parcelles cadastrales totalisant 11 590 m², situées en « zone urbaine à vocation d'activités économiques qualifiée d'espace commercial périphérique », classée Uic par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Morlaix Communauté, approuvé le et dont la dernière procédure date du 12 février 2024 ;
- au sein du secteur d'implantation périphérique (SIP) « Le Launay », considéré de niveau 1a par le schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Pays de Morlaix, approuvé le 23 février 2026 ;
- à proximité immédiate de plusieurs secteurs d'habitations, les maisons les plus proches étant situées à environ 70 m du futur bâtiment ;

Considérant que :

- les places de parking seront réalisées en matériaux perméables de type pavé, structure alvéolaire enherbée ou enrobé drainant, et que les eaux pluviales de toiture étant traitées à la parcelle au moyen d'une structure infiltrante sous voirie, le trop plein étant évacué dans les réseaux suivant le débit de fuite limité à 3 l/s/ha, ce qui ne dégradera pas la gestion actuelle des eaux pluviales ;
- les travaux seront exclusivement réalisés en période diurne, ce qui limitera les nuisances pour le voisinage ;
- les nouvelles constructions s'intégreront dans un paysage déjà marqué par le même type d'activité ;
- le projet conservera les accès dédiés aux piétons et permettra le stationnement des cycles, dans un contexte encore peu aménagé pour les modes actifs de déplacement ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de construction de deux cellules commerciales à Morlaix (29)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation

Madame MESTRES Aurélie
Le lundi 1^{er} juin 2026